



Communiqué

Pour diffusion immédiate

5 décembre 2018

Des facteurs structurels ont empêché Waterfront Toronto de s'acquitter efficacement son mandat en matière de revitalisation, selon la vérificatrice générale

(TORONTO) Divers facteurs structurels ont empêché Waterfront Toronto de s'acquitter efficacement de son mandat consistant à superviser et à diriger la revitalisation du secteur riverain de Toronto, mentionne la vérificatrice générale Bonnie Lysyk dans son *Rapport annuel 2018* déposé aujourd'hui à l'Assemblée législative.

Les gouvernements fédéral et provincial et l'administration municipale de Toronto ont créé la société Waterfront Toronto en 2002 pour « surveiller tous les aspects de la revitalisation du secteur riverain de Toronto ». Étant donné que les terres situées le long du secteur riverain sont détenues par divers propriétaires fonciers des secteurs public et privé, il a été largement admis que la mise sur pied de Waterfront Toronto était le seul moyen de revitaliser avec succès le secteur riverain, dans l'intérêt de toutes les parties prenantes.

« Depuis sa création, Waterfront Toronto a aménagé seulement 55 acres, soit 5 %, des terrains publics aménageables dans le secteur riverain, et elle a fourni des fonds d'aménagement à d'autres organismes aux fins de projets de revitalisation pour seulement 151 acres, ou 14 % des terrains », a souligné M^{me} Lysyk.

« Il est toutefois facile de comprendre les raisons de ces maigres résultats : la propriété et le contrôle des terrains que la société devait revitaliser demeurent entre les mains des propriétaires d'origine, les pouvoirs en matière de planification et de zonage des terrains riverains relèvent de la Ville de Toronto, et Waterfront Toronto n'a pas rempli son mandat qui consiste à rendre le développement financièrement autonome. »

Cependant, lorsque Waterfront Toronto a tenté de prendre l'initiative du projet, elle a fait l'objet d'interrogations relativement à son partenariat avec Sidewalk Labs en vue d'aménager une ville intelligente sur des terrains du secteur riverain; il y a notamment des inquiétudes exprimées à propos des données recueillies par Sidewalk Labs, qui est une société soeur de Google. Ces préoccupations vont au-delà du mandat de Waterfront Toronto visant l'aménagement de Quayside, un terrain qui lui appartient.

« Par souci de l'intérêt public, le gouvernement doit examiner la situation avant que l'on prenne quelque engagement à long terme que ce soit avec Sidewalk Labs », indique M^{me} Lysyk.

Voici certaines des préoccupations soulevées dans le rapport :

- La société Waterfront Toronto a obtenu la propriété et le contrôle de seulement 1 % des terres qu'elle avait le mandat de revitaliser : les trois ordres de gouvernement et l'Office de protection de la nature de Toronto et de la région n'ont pas transféré à l'organisme les terres qu'ils détiennent, et qui représentent 75 % de la zone riveraine exploitable. De plus, Waterfront Toronto n'avait pas de pouvoir d'expropriation à l'égard des terres privées (24 % de la zone) qui étaient disponibles à des fins d'aménagement.
- Les trois ordres de gouvernement ont réaffecté une tranche de près de 700 millions de dollars (environ 47 %) des engagements financiers de 1,5 milliard pour Waterfront Toronto à d'autres organismes aux fins d'autres projets, comme l'élargissement du Réseau GO, le deuxième quai de métro à la gare Union, le service express Union-Pearson et la protection contre les inondations des terrains de l'Ouest de la rivière Don. On avait l'impression à la lecture des annonces publiques que les gouvernements investissaient davantage dans la revitalisation du secteur riverain que ce n'était le cas dans la réalité.

- Le coût a été supérieur de 22 % (environ 43 millions de dollars) au coût estimatif pour cinq des 13 projets de plus de 10 millions de dollars gérés directement par Waterfront Toronto. En outre, Waterfront Toronto n'a pas exercé une surveillance suffisante des projets lorsqu'elle a transféré des fonds à d'autres organismes effectuant des travaux d'aménagement. De ce fait, l'un des projets, la deuxième plateforme de la gare Union, a coûté 55 % de plus (49 millions de dollars) que le montant estimatif initial. En outre, Waterfront Toronto a engagé des dépenses de 49 millions de dollars dans le cadre de projets qui ont ultimement été annulés.
- En mars 2017, Waterfront Toronto a lancé une demande de propositions (DP) complexe afin de trouver un partenaire en matière d'innovation et de financement pour le quartier Quayside; elle accordait aux soumissionnaires une période de 6 semaines pour y répondre, alors qu'un délai de 10 semaines avait précédemment été octroyé pour répondre à une DP relative à des projets d'art public dans le secteur des terrains de l'ouest de la rivière Don. Sidewalk Labs a été retenu à titre de partenaire en matière d'innovation et de financement, car sa proposition était de loin la plus exhaustive. Il faut toutefois ajouter que, avant le lancement de la DP, Waterfront Toronto a fourni plus d'information à Sidewalk Labs qu'aux autres soumissionnaires.
- Waterfront Toronto n'a pas consulté adéquatement les différents ordres de gouvernement au sujet du projet avec Sidewalk Labs avant de signer une entente initiale avec cette société le 16 octobre 2017, ce qui allait à l'encontre de ses pratiques opérationnelles antérieures. Pourtant, la portée du projet, qui va des véhicules autonomes à la collecte de données, relève de plusieurs ministères provinciaux et fédéraux ainsi que de la Ville.
- Le projet de ville intelligente a soulevé des préoccupations de la part du public au sujet de la collecte et de l'utilisation de données, et il faut donner suite à ces préoccupations afin de protéger l'intérêt public. La province ne dispose pas d'un cadre stratégique pouvant servir à orienter l'aménagement d'une ville intelligente à usage mixte comme celle que l'on envisage de construire à Quayside, c'est-à-dire un cadre qui englobe les droits de propriété intellectuelle, la collecte de données, la propriété, la sécurité et la protection des renseignements personnels, de même que les questions juridiques, la protection des consommateurs, le développement des infrastructures et le développement économique.

-30-

Renseignements :
Bonnie Lysyk
Vérificatrice générale
(416) 327-1326

Lire le rapport d'audit [Waterfront Toronto](http://www.auditor.on.ca) à www.auditor.on.ca

 @OntarioAuditor

Le Bureau de la vérificatrice générale de l'Ontario est un bureau indépendant de l'Assemblée législative qui mène des audits de l'optimisation des ressources et des audits financiers du gouvernement provincial et de ses ministères et organismes. Il audite également les organismes du secteur parapublic qui reçoivent un financement provincial. Sa vision est d'offrir une valeur et un niveau d'assurance exceptionnels aux députés à l'Assemblée législative, au Comité permanent des comptes publics et à l'ensemble de la population ontarienne en faisant un travail de haute qualité qui favorise la responsabilisation, l'optimisation des ressources et une gouvernance efficace dans le secteur public de l'Ontario.